



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Rapport de synthèse

Cours national de cadres pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) - Togo

Lomé, Togo, 11-14 juillet 2022



Table des matières	
Note des responsables du Cours	p.2
I. Introduction	p.3
II. Portée, déroulement et ressources du Cours	p.4
III. Les résultats du Cours pour la PEV	p.4
III. 1 Pourquoi bien connaître les causes de l'EV	p.4
III. 2 La nécessité de la PEV et sa mise en oeuvre	p.7
III. 3 Le rôle de certains acteurs de la société dans la PEV	p.8
III. 4 Education et culture, leviers de la PEV	p.9
IV. Conclusion	p.10
Annexe 1 – Références utiles	p.11
Annexe 2 – Un mot des partenaires	p.12

Note des responsables du Cours

Les responsables du Cours tiennent à remercier tous les participants et toutes les personnes ressources sollicitées pour leurs inestimables contributions à ce cours interactif. Ils restent néanmoins seuls responsables des éventuelles lacunes et de la retranscription des travaux dans le présent rapport.

Toute question à propos du Cours est à adresser aux co-directeurs :

- Col. Christian Emmanuel MOUAYA POUYI, Responsable des formations, CAERT / UA (pouyim@africa-union.org / mouayapouyi2003@yahoo.fr)
- Mme Carol MOTTET, Conseillère principale, Division Paix et droits de l'homme, DFAE de la Suisse (carol.mottet@eda.admin.ch)

I. Introduction

Le **programme conjoint de formation pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV)**, lancé en 2019 par le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) de l'Union africaine (Alger), et la Division Paix et droits de l'homme (DPDH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse, s'adresse aux Etats membres de l'Union africaine. Il a été mis sur pieds pour répondre aux demandes des gouvernements et a, comme objet, de souligner l'importance de la prévention de la violence pour en diminuer les conséquences et éviter qu'elle ne gagne d'autres terrains. Il entend explorer les causes multiples de l'extrémisme violent (EV), souligner les manières de les amoindrir et permettre aux hauts cadres publics, privés et de la société civile qui y participent de renforcer leurs capacités à intégrer effectivement cette approche de PEV dans leurs activités et responsabilités respectives.

Le programme comprend des cours régionaux et des cours nationaux pour la PEV. Trois cours régionaux ont déjà été organisés : deux pour les pays d'Afrique centrale (Yaoundé, 2019¹ et Libreville, 2022²) et un pour les pays d'Afrique de l'Ouest (Accra, 2022³). **A la demande des autorités togolaises, un cours national pour la PEV fut organisé à Lomé du 11 au 14 juillet 2022.** Il suivait immédiatement le cours régional d'Accra. Il en a donc repris, dans ses grandes lignes, la forme et le fond, tout en adaptant le contenu aux besoins des autorités togolaises et aux réalités nationales et régionales qui prévalaient à mi-juillet 2022. L'accueil chaleureux à Lomé, dont bénéficièrent les organisateurs et les personnes ressources venues de la région, tant de la part des autorités togolaises que des représentants nationaux, contribua grandement au succès de cette réunion de quatre jours. Ils en furent vivement remerciés.

Au moment où ce cours fut lancé à Lomé, le pays venait de vivre plusieurs incidents ayant provoqué morts d'hommes au cours des mois précédents dans la même région. Elle montre que l'EV a gagné les pays situés au sud du Burkina Faso, dont le Togo, le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Allait-on revivre, dans les pays côtiers, la même progression de la violence qu'a connue le Burkina à la frontière malienne ? **La surprise provoquée par cette poussée de violence, surprise qui ressemble à celle qu'ont vécue les autorités et la population burkinabè, restées longtemps incrédules, allait-elle faire prendre conscience de l'importance de la PEV comme instrument de réduction de la violence ?** Telles furent les questions qui animèrent et inquiétèrent les participants au cours. Elles permirent de conforter la prise de conscience des responsables réunis qu'une approche complémentaire à celle purement militaire et sécuritaire était nécessaire pour rétablir la paix. Car plus les semaines et les mois passent, plus sont évidentes les progressions des groupes armés. La situation au Burkina Faso, qui fut largement analysée par les différents modules du cours, a permis d'illustrer, de manière particulièrement frappante, les menaces et les risques que courent les Etats actuellement. La plupart des participants ne connaissaient que mal la gravité de cette évolution de la menace.

¹ Rapport du Cours Afrique centrale de 2019 (Yaoundé) : https://au.int/sites/default/files/documents/39274-doc-rapport_synthese_fr.pdf ; Report of the 2019 Central Africa Course (Yaounde):

https://au.int/sites/default/files/documents/39274-doc-summary_report_1.pdf

² Rapport du Cours Afrique centrale de 2022 (Libreville) : https://au.int/sites/default/files/documents/42136-doc-Cours_regional_PEV_CEEAC_28-31.03.2022_Rapport_synthese_v.2022_04_25_FINAL_F.pdf ; Report of the 2022 Central Africa Course (Libreville): https://au.int/sites/default/files/documents/42136-doc-Cours_regional_PEV_CEEAC_28-31.03.2022_Rapport_synthese_v.2022_04_25_FINAL_E-1.pdf

³ Rapport du Cours Afrique de l'Ouest de 2022 (Accra) : https://au.int/sites/default/files/documents/42278-doc-Cours_regional_PEV_AO_Accra_4-7.07.2022_Rapport_synthese_v.2022_10_04_F_1.pdf; Report of the 2022 West Africa Course (Accra): https://au.int/sites/default/files/documents/42278-doc-Cours_regional_PEV_AO_Accra_4-7.07.2022_Rapport_synthese_v.2022_10_04_E_1.pdf

Pour le Togo qui a été longtemps largement épargné par cette violence, **ce programme a pour but d'intégrer les réponses sécuritaires classiques à une approche globale qui place les individus au centre des préoccupations gouvernementales, dans tous les domaines dont l'Etat est responsable, tant sécuritaires que politiques et sociaux.** Cette participation repose sur **le dialogue, à tous les niveaux de la gestion publique,** que celle-ci soit locale, régionale ou nationale. A cette fin, la PEV considère que toutes les composantes de la société doivent être mobilisées pour prendre part aux décisions qui les concernent, car il s'agit de l'avenir de chacun. La violence extrême, qui peut varier énormément d'un endroit ou d'un pays à l'autre, est un phénomène qui, en effet, touche toute la société. C'est donc celle-ci, dans son ensemble, qui doit se prononcer sur les meilleurs moyens d'y mettre fin et, en même temps, adopter les voies les plus adéquates pour la prévenir.

II. Portée, déroulement et ressources du Cours

Ce programme a organisé, du 11 au 14 juillet 2022 à Lomé, **le cours national pour la PEV, destiné aux cadres togolais.**

C'est le Lieutenant-colonel Messan Akobi, Secrétaire général du Ministère de la sécurité et de la protection civile du Togo et président du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) qui ouvrit le cours. Tout en soulignant la gravité de la situation dans le Nord du pays, qui justifiait la mise en place d'un « programme d'urgence » dans la région des Savanes, il décrit les activités du CIPLEV qui, depuis 2019, « donne aux communes les outils dont elles ont besoin à tous les niveaux » pour prévenir la violence. Ce fut une belle introduction aux réflexions futures des participants dont plusieurs provenaient des structures décentralisées du CIPLEV. Ils furent, en tout, 48 représentants togolais de l'administration, des FDS, du parlement, des partis politiques et de la société civile à suivre le cours. A ces nationaux s'ajoute une dizaine de personnalités des régions de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, qui ont bien voulu apporter leurs compétences, comme personnes ressources, à l'animation de ces quatre journées d'intense travail et de rencontres.

Comme les autres cours mentionnés plus haut, le Cours PEV - Togo comprenait **20 modules.** Ceux-ci permirent aux participants de toucher du doigt, par des discussions et exercices pratiques, toute l'ampleur, la complexité mais aussi l'importance de l'approche de prévention. Comme pour les autres cours du programme, ces modules s'inséraient dans trois grands chapitres distincts : la connaissance des **moteurs de l'EV, la force et les outils de la PEV et les rôles que chaque acteur de la société** est appelé à jouer dans l'espace qui est le sien.

Afin d'éviter les répétitions, le présent rapport ne revient pas en détails sur la portée (concept, enjeux et objectifs), la méthodologie, les ressources et les organisateurs du programme conjoint de formation de l'Union africaine et de la Suisse, dans le cadre duquel ce cours national Togo avait lieu, ces éléments ayant été présentés dans les rapports des cours régionaux de 2019 et 2022. Ils sont disponibles en français et en anglais sur le site de l'UA (voir liens mentionnés plus haut). Les organisateurs invitent les lecteurs à s'y référer pour une présentation globale de ce programme de cours et de l'importance et de l'utilité de la PEV pour l'avenir des Etats.

III. Les résultats du Cours pour la PEV

III. 1 Pourquoi bien connaître les causes de l'EV

Les pays côtiers du Golfe de Guinée se sentent menacés par les EV, à l'instar des pays sahéliens. Les équilibres sociaux et politiques sont ébranlés par leurs coups de boutoir et tout le monde se demande où s'arrêtera l'expansion méridionale des zones contrôlées par ces groupes. **Ces inquiétudes expliquent la nécessité, reconnue par tous, de mieux connaître les causes profondes de cette violence.** Même si le Togo est, jusqu'à présent, peu touché par l'EV, ce phénomène est très préoccupant car on ne sait où il s'arrêtera. Ceci explique qu'une partie importante du cours fut consacrée aux causes de l'EV. Pour mieux comprendre et faire vivre activement la PEV, il fut considéré comme nécessaire de comprendre ce qui se passait ici comme ailleurs dans la région.

L'exemple du Burkina Faso, longtemps considéré comme un Etat à l'abri de cette violence et dont le territoire est occupé actuellement pour moitié par les mouvements EV, servit d'exemple. Il fut longuement analysé et discuté tout au long du cours, car ce qui s'y passe est encore mal connu au Togo. **L'actualité médiatique ne donne que des images brutes et sans contexte de ces violences.** Il fut donc capital, pour les participants, de **comprendre** les mécanismes d'extension des zones contrôlées par les groupes armés, les éléments de langage utilisés pour attirer les populations hors des systèmes administratifs traditionnels et étatiques, les techniques de recrutement et les stratégies géographiques, politiques et financières des deux grands mouvements djihadistes qui se partagent le Sahel. En un mot, comment les EV sont parvenus à gagner le cœur des populations.

Par ailleurs, la complexité des raisons qui expliquent le développement si spectaculaire de l'EV, méritait que le cours y revienne à de nombreuses reprises. A cette question s'est jointe celle du **pourquoi la PEV, en prenant l'exemple de la prévention dans le domaine de la santé, ne s'est pas inscrite massivement au sein des politiques publiques.** Les populations et les autorités se sont-elles senties concernées par ces menaces ? Pensent-elles vraiment que seuls des éléments exogènes, extérieurs au pays, sont responsables des attaques des EV ? De quelles complicités bénéficient-elles sur place ? **A quelles sensibilités des populations le gouvernement devrait-il faire attention ? Comment amener les populations à être actrices de leur propre sécurité, aux côtés de l'Etat ?** C'est à ces multiples questions que les participants tentèrent de répondre dans cette première partie du cours.

Des débats passionnés sur les **causes politiques de l'EV** émaillèrent le cours. Prenant l'exemple du Burkina Faso et des autres pays en crise, il ne fut pas assez d'exemples pour dénoncer les **failles gouvernementales** dans la gestion du pouvoir politique, économique et communautaire, de celle des minorités et de la répartition équitable des ressources entre pouvoir central, régional et local. Il fut montré que la crédibilité des instances politiques et de pouvoir, déjà chancelante avant l'arrivée des EV, tend à s'effondrer sous leurs coups. Il fut reconnu que la situation au Togo pourrait se rapprocher de celle du Burkina Faso, car **il existe aussi un problème de cohésion sociale des populations dans le pays.** Et la prolifération des milices et groupes d'auto-défense, avec tous les problèmes qui en découlent, pourrait, si l'on n'y prend pas garde, également se développer au Togo. A cette restructuration des rapports de force au sein des Etats touchés par l'EV, s'ajoute un effondrement parallèle, et qui ne date pas d'aujourd'hui, du **système judiciaire.** Celui-ci n'est par exemple pas en mesure d'établir des garde-fous solides face à l'impunité et la corruption généralisées qui sévissent dans beaucoup d'Etats. Il en fut beaucoup discuté car les participants étaient très conscients que ces problèmes de société, s'ils ne datent certes pas d'aujourd'hui, sont communs à beaucoup de pays de la région et sont à la base des frustrations qui alimentent les groupes armés.

Les **politiques, élus, nationaux, régionaux ou locaux** tout autant que militants des partis politiques, sont souvent accusés d'être responsables de la dégradation de la situation sécuritaire et sociale du pays. Cette idée fut partagée pendant le cours. Une réflexion sur **la citoyenneté et la vie en société** nuança cependant cette vision. Il fut clairement montré que chacun, à sa manière, fait de la politique. **La politique, c'est participer à la vie de la communauté.** Chacun a ses projets de société, qu'il soit actif ou non politiquement. L'EV n'est qu'une phase extraordinaire de cette vie en société, un projet radical de remise en question de l'ordre établi. C'est une déstabilisation particulière, parmi d'autres, des équilibres sociaux. Furent à cet égard posées les questions suivantes : quel type de civisme avons-nous développé autour de nous ? Où avons-nous placé le respect des autres dans notre vie sociale et politique ? Quelle gouvernance avons-nous acceptée ou, plus activement, mise en place ? N'est-ce pas nous les vrais acteurs politiques ? **Avons-nous promulgué le dialogue comme fondement de notre vie sociale ?** La crise que traverse l'Afrique nécessite un engagement individuel et collectif beaucoup plus important que celui que l'on peut voir. « **La faillite et la disparition possible de l'Etat est de notre responsabilité à chacun d'entre nous** », fut-il répété. Un Etat failli est un Etat qui ne répond plus aux préoccupations de sa population. Donc, c'est à un engagement individuel et collectif que chacun est appelé.

Après les causes politiques de l'EV, le cours chercha à en comprendre les **causes économiques**. Une longue liste de raisons objectives fut déclinée, de la pauvreté à la corruption, du chômage à la centralisation des activités économiques dans les capitales et aux frustrations que cela provoque. Des mesures de fond et urgentes sont nécessaires car les frustrations et la colère ne cessent de croître. Celle-ci ne se développe que lorsque les populations sont persuadées qu'elles méritent mieux, en particulier en matière d'emploi. Et les populations rurales plus que les autres. Les matières premières que possède l'Afrique sont convoitées par le monde entier. Leur existence a favorisé le développement des mouvements extrémistes qui profitent des tensions provoquées par des politiques foncières inégalitaires et fort peu inclusives. Le trafic de ces richesses et le braconnage ont certes augmenté avec la présence des EV, mais également au profit des populations. L'or est au centre des politiques expansionnistes des EV. Les politiques foncières des Etats, celles des multinationales quand elles ne respectent pas les droits des populations locales, et la politique fiscale qui pénalise les petites communes, favorisent évidemment l'expansion de l'EV.

Lors de l'analyse des **facteurs sociaux** qui facilitent l'expansion de l'EV, un chapelet de raisons furent avancées. Les conflits intergénérationnels, les nouvelles technologies (réseaux sociaux et globalisation), la place énorme prise par l'argent dans nos sociétés figurèrent en bonne place. Il fut relevé que **les jeunes forment une grande proportion de la population** et qu'il était étonnant qu'ils n'aient pas pris en mains plus activement leur destin. La confrontation avec leurs aînés ne paraît pas devoir se calmer, bien au contraire. Il faut donc s'attendre à des secousses sociales encore bien plus fortes à l'avenir.

A propos de cette **jeunesse**, il fut dit que les problèmes qu'elle rencontre (marginalisation sociale et politique, absence de formation, chômage, pauvreté) provoquait chez elle une perte de repères face aux inégalités flagrantes et la conviction d'être exclus de la gouvernance politico-administrative. Dans ces circonstances, l'apologie de la violence, sur le net par exemple, comme moyen d'affirmation de soi et de positionnement social, ainsi que la perspective d'avantages financiers et familiaux faisaient basculer de nombreux jeunes dans leur décision de s'engager au sein des groupes EV. La sorcellerie, et ses pratiques très courantes dans certains milieux, ainsi que l'idéologie religieuse, expliquait aussi cette attraction pour la violence. **Comprendre les motivations de départ vers les groupes EV**, c'est comprendre

comment il sera possible de redialoguer avec ces jeunes, leur permettre d'envisager un éventuel retour et, pourquoi pas, de les mobiliser dans les efforts de PEV.

Une des sources importantes des manifestations de frustration et de colère des populations, qui souvent mènent à l'engagement des jeunes dans les groupes EV, est à chercher, fut-il souligné, dans **le recours aux FDS lors de tous les moments difficiles de la vie des Etats**. Les opérations militaires et de police sont, en effet, trop souvent répressives et peu respectueuses des droits et des besoins des populations. Une formation fondamentalement différente devrait ainsi être donnée aux soldats et policiers, qui doit promouvoir une organisation des corps de défense et de sécurité axée sur le soutien aux populations et non sur l'exploitation de celle-ci.

En conclusion de cette partie du cours, il fut rappelé que si les causes de l'EV commencent à être mieux perçues, si des débats comme ceux qui eurent lieu pendant le cours sont possibles, c'est avant tout parce que de nombreux **chercheurs et universitaires** se sont penchés sur la **sociologie de la violence**, sur les soubassements politiques de l'EV et sur les aspects cachés des systèmes de domination économique et politique qui perdurent dans les sociétés où le débat démocratique est restreint, l'anathème vite prononcé et le contrôle des pouvoirs déficient. **La recherche est donc indispensable**. Mais les fonds qui lui sont consacrés, et en particulier en sciences sociales, se font de plus en plus rares. Il est important de plaider cette cause car la recherche permet, en particulier, de mieux comprendre comment les groupes armés (mais aussi les divers autres acteurs de la violence) s'insèrent dans et utilisent les conflits latents ou mal résolus, comment leur force de frappe est utilisée par différentes structures politiques, économiques ou idéologiques, ou comment ces groupes utilisent la faiblesse des dispositifs sécuritaires et la porosité des frontières dans leurs mouvements, et comment enfin ils remettent en question l'état de droit, la structure politique, l'équilibre social, les traditions et habitudes ancestrales et, pour tout dire, l'existence et la finalité de nos Etats. La recherche nous enseigne ainsi que les causes de l'EV peuvent être endogènes autant qu'exogènes.

III. 2 La nécessité de la PEV et sa mise en oeuvre

Pour répondre à la montée de la violence extrême et aux désordres politiques et sociaux qui peuvent encore venir, **l'importance du dialogue, comme élément essentiel de prévention**, fut soulignée tant par les personnes ressources que par l'ensemble des participants. Comment construire la paix sans dialogue ? Il faut absolument adhérer au principe. Les communautés à la base savent faire baisser la violence. Pourquoi pas nous ? Oui, le dialogue est possible à condition que les acteurs se connaissent. Il faut le désir de se rencontrer. La rencontre est un pas dans le dialogue. Il faut se convaincre de l'inutilité de la violence. Il faut transcender les antagonismes. **On ne construit pas un Etat contre la société**. Le dialogue avec l'adversaire est toujours possible, mais avec les communautés de base. Avec les EV ? Oui, mais il faut un langage juste, langage qui sera respecté par les EV, s'ils ont confiance dans leurs interlocuteurs. Il faut être déterminé et écouter les combattants. Si certaines voix s'y opposent, il est important de trouver une manière de réguler les conflits. Toute société en a besoin.

La stratégie antiterroriste des Nations (2006) et le Plan d'action du SG des NU pour la PEV (2016) sont les points d'ancrage internationaux de la démarche de prévention. Ce sont ces textes et leurs recommandations qui ont servi d'ossature à l'ensemble des stratégies nationales et régionales de PEV approuvées depuis lors par les Etats. Mais si ces stratégies existent bel et bien sur le papier, cette gouvernance PEV ne semble pas avoir encore été vraiment intégrée, sept ans plus tard, aux politiques publiques et aux discours des dirigeants. Or l'EV ne s'est pas dissipé depuis lors. Bien au contraire, la violence déborde actuellement largement le cercle des

EV. C'est, en fait, à une expansion contagieuse de la violence actuellement observée, dont les populations sont les premières victimes.

Dès lors, les participants au cours considèrent **le rôle et les responsabilités de chacun** dans la mise en place de politiques efficaces de PEV. Partant du principe que ce sont les populations qui en sont destinataires en priorité, ils passèrent en revue les différents acteurs les mieux à même de faciliter cette compréhension de la sécurité partagée par toutes et tous, appelée aussi **sécurité humaine**. Car c'est de « notre vie » dont il est question, celle de la vie en société, de la paix, celle qui se construit tous les jours. **La PEV est un processus**. Elle n'est pas faite de concepts ou d'objectifs lointains : il s'agit, pour chacun de comprendre comment agir ici et maintenant.

III. 3 Le rôle de certains acteurs de la société dans la PEV

Acteurs essentiels de la PEV, **les communautés** sont au centre de la prévention, car c'est ce vivre-ensemble qui constitue **l'Etat**. Avec cette constatation, la responsabilité est clairement établie : « **nous faisons partie de notre communauté**, à l'instar des chefs coutumiers et religieux, des élus locaux et nationaux, des acteurs économiques qui nous font vivre, et des femmes, des jeunes et des hommes que nous côtoyons ». Survivre à la violence est une démarche commune quotidienne : le sentiment d'appartenir à un groupe social qui protège est un réconfort essentiel. Le nombre de départs dans les groupes armés est un indicateur de la force ou de l'absence de ce sentiment, une jauge de **la valeur du contrat social qui lie l'individu à sa communauté et celle-ci à l'Etat**. D'où l'importance pour les services publics de l'Etat d'investir massivement et à tous les niveaux dans la vie des communautés et à pousser, au niveau national, l'esprit et les politiques de **décentralisation**.

Au centre de la communauté, **la femme joue le premier rôle**. Quels que soient son statut, son environnement, ses fonctions, elle est déterminante dans le choix que les hommes font de leur vie. Ce sont des « influenceuses » pour utiliser un terme à la mode. Mais leur dignité est trop souvent bafouée, ce qui explique leur comportement parfois inattendu, comme celui de soutenir les rebelles ou participer même à ces rebellions. Mais c'est avec elles qu'il est possible de dialoguer, surtout quand il s'agit d'approcher des EV. Il faut donc comprendre ce qu'elles vivent et ce qu'elles ont à dire. Elles savent, elles ont l'intuition de ce qui est possible. Écoutons-les, surtout les femmes rurales qui sont trop souvent délaissées. Elles sont trop souvent éloignées des décisions qui les touchent directement. Mais la reconnaissance de leur rôle capital va donner un élan nouveau à la PEV : ce sont la force et l'avenir d'une nation en paix.

Les **forces de défense et sécurité (FDS)** incarnent l'Etat dans ses prérogatives les plus concrètes. Elles sont le socle de la protection des populations. Elles sont là pour partager avec elles les préoccupations sécuritaires de la société. Or ce n'est très souvent pas le cas. Il arrive que la présence et l'action des FDS, à travers abus et exactions, poussent des jeunes à rejoindre les groupes armés violents. La présence des FDS doit donc, selon les participants, se transformer en une coopération profonde avec tous les acteurs concernés. Le dialogue avec les responsables locaux, la formation en PEV des agents sur le terrain, le soutien des médias, sont des nécessités qui doivent être intégrées aux opérations des FDS. Il fut souligné que des FDS ouvertes au dialogue, communiquant intelligemment sur leurs activités et leur présence et agissant avec le respect des populations, réduisent de beaucoup les risques qu'elles courent elles-mêmes, tout en contribuant à calmer les jeunes susceptibles de rejoindre les groupes extrémistes. Au Togo, le CIPLEV l'a bien compris. Cette structure avant-gardiste dans la région, a fait du **dialogue entre les civils, les responsables administratifs et les FDS** le cœur

de sa mission. Répartie sur l'ensemble du territoire national, elle reste encore sous-dotée. Il est à espérer que la Stratégie nationale PEV récemment validée par le gouvernement et en attente d'être adoptée par l'Assemblée nationale lui donnera un nouvel élan.

On aurait attendu que la **coopération entre Etats** face à la montée de l'EV se soit développée rapidement et efficacement. Or ceux-ci rencontrent bien des difficultés à coordonner leurs politiques et leurs réponses sécuritaires. L'initiative d'Accra, qui répond à des besoins évidents, montre cependant les obstacles que rencontrent des Etats, de cultures linguistiques, politiques, sociales et sécuritaires si différentes, à se comprendre et à se coordonner. A ceci s'ajoute un manque de pratique dans l'assistance portée à d'autres Etats quand ceux-ci sont en danger. La question d'une force mixte régionale dans le Golfe de Guinée fut également abordée. Les débats sur ce thème confirmèrent que les Etats ne sont pas prêts à une telle réunification des forces en une entité régionale. Ils soulignèrent aussi les réticences des gouvernements de la région à dépendre, tant sur le plan multilatéral que bilatéral, de financements extérieurs qui, trop souvent, ne tiennent pas compte des réalités et des sensibilités locales.

Sur le rôle des **acteurs de la justice**, il fut souligné que la PEV passait par la vision que les populations avaient de leurs comportements. Tant le laxisme que la trop grande rigueur sont immédiatement critiqués. L'impunité, la dépendance politique ou financière ou la corruption sont des tares qui perturbent la sagesse des jugements. Or, le rôle que les acteurs de la justice jouent dans les crises qu'ils sont appelés à résoudre est fondamental. D'eux dépend beaucoup la sérénité des jeunes et la baisse des tensions qui traversent les communautés.

Quant aux **jeunes**, s'ils représentent le fer de lance des groupes armés et milices, c'est qu'ils ont questionné leur appartenance à leur communauté et à leur nation. Et en même temps, nombreux sont ceux qui se sont engagés dans la société par des actions culturelles, sociales, citoyennes, économiques ou politiques. Ils sont des acteurs importants de PEV. S'ils réclament leur place dans les organes décisionnels, c'est qu'ils sont conscients que leur avenir est en jeu. Ne pas les écouter et ne pas les intégrer activement aux décisions qui les concernent, quitte à bousculer certaines habitudes, est un risque dont on peut voir sous nos yeux les conséquences.

Le rôle des **médias** dans la PEV a paru essentiel aux participants. Si leur importance fut entièrement reconnue, la diversité de leurs comportements fut aussi relevée. Qui doivent-ils servir ? l'Etat ou la population ? Doit-on maintenir les systèmes de surveillance qui ne cessent de prononcer des délits de presse au point que les journaux s'autocensurent en permanence ? Pourquoi ne contrôler que la presse et pas les réseaux sociaux ? Sans formation adéquate, sans garde-fous déontologiques, les médias ne peuvent rendre à la démocratie les services qu'on attend d'eux. Quelle surveillance serait la plus adéquate ? Quelles images peuvent être transmises ? Comment équilibrer reportage, information et sécurité nationale ? Une chose est sûre : les médias jouent un rôle fondamental dans la promotion de l'importance du rôle de la femme dans la société. C'est pour les femmes, surtout dans les campagnes, que les radios communautaires se sont développées. Ce sont par elles que les femmes se sont autorisées à libérer leur parole. Par ces instruments, elles sont devenues les principales actrices de la PEV.

III. 4 Education et culture, leviers de la PEV

L'éducation participe activement à la cristallisation des idées, à la pacification des mœurs et à la socialisation. Le système éducatif officiel manque cependant partout de fonds pour le soutenir. Il est par ailleurs très inégalitaire et ne touche qu'une partie limitée des enfants dans beaucoup de pays de la région. Pour contrebalancer ces carences, **le rôle de la famille**, comme foyer central de l'éducation, est donc capital. Il doit d'être revalorisé. **L'enseignement des**

valeurs de paix et de prévention de la violence comme celui du dialogue et du respect de l'autre concerne tant la famille que le système scolaire. Ce sont des valeurs qui sont directement liées à la PEV.

Il fut enfin question, pendant le cours, des obstacles culturels à la PEV et, au contraire, des éléments de la **culture** qui peuvent la favoriser. La résilience communautaire ne se déclare pas, elle se vit et se crée au quotidien. Si les comportements liés profondément aux réactions culturelles ancrées chez les individus ne se déconstruisent pas, ils peuvent évoluer face aux réalités des événements. C'est aux jeunes, avant tout, que doivent se transmettre les traditions, tout en acceptant l'existence des nouvelles technologies et d'une ouverture au monde qui bouleversent les relations générationnelles. Là encore, le dialogue, le dialogue familial et intergénérationnel, est la voie qui permet de contourner la logique du silence trop souvent adoptée par habitude. Quoiqu'on en pense, c'est le maintien de la cohésion sociale qui est important. Il passe avant l'application de comportements autoritaires, qu'ils soient importés ou traditionnels. En outre, engager la jeunesse dans des projets culturels est souvent pour eux synonyme de dignité, de créativité, de partage et de sens du service, là où ils retrouvent un sens qui fait souvent défaut à leur vie.

IV. Conclusion

Ce Cours national sur la PEV au Togo, le premier en faveur d'un Etat membre de l'Union africaine, fut un nouveau succès pour le programme conjoint du CAERT et du DFAE de la Suisse. L'accueil, la vivacité et la bonne humeur des hôtes ne se relâchèrent à aucun moment. Ils contribuèrent grandement à son succès. Le cours fut certes très dense mais suivi avec un intérêt constant. La formule d'exposés, de dialogues et de débats qui parsemèrent le cours confirmèrent les besoins d'information et de formation à l'origine du programme. Chacun est reparti chez lui avec le bagage de PEV qu'il aura choisi. Les réactions des participants furent unanimes : la communauté des personnes conscientes de l'importance de la PEV et de sa mise en œuvre dans les politiques publiques, professionnelles et personnelles s'est enrichie. Le dialogue va se poursuivre : il est le ciment qui unit cette communauté de pensée et de pratique.

Annexe 1 – Références utiles

- **Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (24 décembre 2015) / Plan of Action of the United Nations Secretary-General to Prevent Violent Extremism (24 December 2015)**
Français : http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674&referer=/english/&Lang=F
English: http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674
- **1999 Convention de l'OUA sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme / OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism /**
Français : <http://www.peaceau.org/uploads/algiers-convention-terrorism-fr.pdf>
English: <https://caert.org.dz/official-documents/conventions/convention-terrorism.pdf>
- **2002 UA Plan d'action pour la prévention et la lutte contre le terrorisme / AU Plan of Action on the Prevention and Combating of Terrorism**
Français : https://www.caert.org.dz/fr/AU-official-documents/plan_action_fr.pdf
English: <http://www.peaceau.org/uploads/au-anti-terrorism-plan-of-action.pdf>
- **2004 Protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme / Protocol to the 1999 AU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism**
Français : <http://www.peaceau.org/uploads/protocole-lutte-contre-terrorisme-fr.pdf>
English: https://au.int/sites/default/files/treaties/7787-treaty-0030_-_protocol_to_the_oau_convention_on_the_prevention_and_combating_of_terrorism_e.pdf
- **2014 Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local / African Charter on the Values and Principles of Decentralisation, Local Governance and Local Development**
Français : https://au.int/sites/default/files/treaties/36387-treaty-0049_-_african_charter_on_the_values_and_principles_of_decentralisation_local_governance_and_local_development_f.pdf
English: https://au.int/sites/default/files/treaties/36387-treaty-0049_-_african_charter_on_the_values_and_principles_of_decentralisation_local_governance_and_local_development_e.pdf
- **2014 Rapport de la Présidence de la Commission sur le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique / Report of the Chairperson of the Commission on Terrorism and Violent Extremism in Africa**
Français : https://au.int/sites/default/files/speeches/25397-sp-cps.455.rpt_terrorisme.nairobi.2-09-2014-2-0.pdf
English: https://au.int/sites/default/files/speeches/25397-sp-psc-rpt-terrorism-nairobi-2-09-2014-pdf_0.pdf
- **Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse (avril 2016) / Switzerland's Foreign Policy Action Plan on Preventing Violent Extremism (April 2016)**
Français : https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/SchweizerischeAussenpolitik/Aussenpolitischer-Aktionsplan-PVE160404_FR.pdf
English: <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/43587.pdf>

Annexe 2 : Un mot des partenaires

L'Union africaine, son référentiel et le CAERT

Le Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT) a été créé, en tant que structure de la Commission de l'Union africaine, conformément aux dispositions contenues dans la section H, paragraphes 19 à 21 du Plan d'action de l'UA pour la prévention et la lutte contre le terrorisme en Afrique (2002). Les objectifs fixés lors de sa création étaient d'assister les pays africains dans la construction et le renforcement de leurs capacités de prévention et de lutte contre le terrorisme, ainsi que d'assurer le rôle d'outil de veille et d'alerte et de compléter l'action internationale en renforçant la coopération entre les pays africains dans ces domaines. Des décisions ultérieures d'organes politiques de l'UA étendent ce mandat à la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

La Commission de l'UA, par le biais du CAERT, œuvre à:

- Renforcer les capacités des Etats à prévenir et lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, (stratégies et POA, formations, conseils...);
- Promouvoir une meilleure interaction et coordination institutionnelle aux niveaux national et régional et un meilleur développement du Mécanisme d'Alerte Précoce ;
- Œuvrer à l'amélioration du cadre politique et juridique de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ;
- Conduire et promouvoir la recherche sur les questions de terrorisme et d'extrémisme violent.

Ce cours, en promouvant une approche multidimensionnelle, basée sur le concept de « Sécurité humaine » pour éradiquer l'EV et le terrorisme dans les Etats membres de l'Union africaine, s'inscrit dans la ligne droite de ce mandat du CAERT.

Le programme PEV du DFAE de la Suisse

Suite à l'adoption du Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (2016), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse a fait de ce thème une priorité (*). La Division Paix et droits de l'homme (DPDH) est le centre de compétences du DFAE qui met en œuvre ses priorités dans les domaines de la paix et de la sécurité humaine.

Elle a lancé dès 2016 un programme pour la PEV, lequel entreprend depuis toute une série d'activités de plaidoyer, de dialogue et de formation en faveur de cette approche de prévention centrée sur les causes de la violence et les alternatives qui peuvent être apportées. Elle mobilise également ses experts pour réaliser des activités avec ses partenaires sur le terrain.

L'initiative compte une quarantaine de rencontres, au cours desquelles se sont retrouvées quelques 2000 personnalités d'horizons professionnels divers d'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale.

L'objectif est à la fois de proposer un espace informel de dialogue multi-acteurs sur l'approche de prévention, de mettre en exergue et de renforcer les initiatives positives représentant des alternatives concrètes à l'EV, et de contribuer au renforcement des capacités des acteurs engagés dans la PEV dans le cadre de leurs fonctions et au sein de leur communauté.

Le CAERT de l'Union africaine est un partenaire de l'initiative et il s'est allié au DFAE suisse pour le lancement de ce programme-cadre de formation pour la PEV.

(* Le DFAE suisse a adopté en avril 2016 un Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent - https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/SchweizerischeAussenpolitik/Aussenpolitischer-Aktionsplan-PVEI60404_FR.pdf)